

D'autre part, les Argentins semblaient convaincus que c'était la meilleure solution. D'autres spécialistes contesteront ce qu'a dit le ministre. Ils diront que l'achat du réacteur Candu était probablement un des meilleurs placements que pouvaient faire les Argentins s'ils voulaient fabriquer une bombe, surtout si le Canada était disposé à leur vendre de l'uranium pour alimenter le réacteur. Il paraît que l'Argentine est en train de construire deux séparateurs de plutonium. C'est la meilleure façon de s'y prendre pour construire une arme nucléaire. Évidemment, l'Argentine est aujourd'hui une dictature militaire. Son gouvernement ne se préoccupe pas beaucoup du bien-être du peuple argentin; il est prêt à lancer une offensive militaire dans d'autres parties du monde et l'on ne peut certes pas s'attendre à ce qu'il ait scrupule à fabriquer une arme. Si cela devait arriver, il sera intéressant d'observer la réaction des députés d'en face lorsque nous devrons leur dire encore une fois «Nous vous l'avions bien dit».

● (1940)

Pourquoi n'investissons-nous pas plutôt cet argent dans la mise au point d'autres sources d'énergie sûres et sécuritaires—non pas dans l'énergie nucléaire—et dans des programmes d'économie d'énergie? A quoi ont servi les 130 millions de dollars avec lesquels on a construit une bombe pour l'Argentine? Ils ont servi à rendre le monde encore plus dangereux, peu sûr pour les Canadiens. C'est bien triste à dire au sujet de la politique gouvernementale. Nous avons ici un projet de loi timoré concernant l'économie des carburants liquides grâce à une utilisation plus efficace de l'essence et, par ailleurs, nous prenons un engagement énorme à l'égard d'une source d'énergie très dangereuse et fort peu sûre.

On nous a signalé à maintes reprises que pour assurer notre avenir, nous devrions nous appliquer à mettre au point des formes d'énergie de remplacement, et que pour ce faire, nous devrions nous doter des moyens techniques nécessaires. Cela ne se fait pas du jour au lendemain. Nous savons que nous n'y parviendrons pas sans peine, mais nous n'avons pas pris les engagements financiers pour y arriver. Des députés de l'arrière-ban de tous les partis en ont parlé. Cet objectif figure au programme de presque tous les partis, mais le gouvernement ne semble pas prêt à engager les fonds nécessaires à cette fin, et c'est nous tous qui, à longue échéance, en souffrirons.

La politique insensée que le gouvernement a élaborée et qu'il poursuit en ce qui concerne, par exemple, l'énergie nucléaire, si dangereuse et si coûteuse qu'en soit l'application, est presque l'opposée de celle que le parti d'en face a élaborée.

Les gisements sous-marins de gaz et de pétrole semblent être le but suprême des Canadiens. Leur mise en valeur, comme celle de l'énergie nucléaire, s'avère extrêmement dispendieuse. Nous avons entendu maintes déclarations à la Chambre au sujet des montants énormes qui ont été dépensés pour forer sous l'océan Atlantique et au large du Labrador des puits qui sont demeurés improductifs. Lors des audiences du comité sur le bill C-48, nous avons entendu parler du coût des forages dans l'Arctique et au large des côtes de la Colombie-Britannique. Les coûts sont énormes, tout comme les risques que font courir ces forages.

Au lieu de choisir la solution la plus logique, celle de conserver et d'aménager nos ressources traditionnelles existantes et d'opérer la conversion aussi rapidement que possible dans les autres secteurs où nous possédons des ressources ordinaires,

#### *Normes de consommation de carburant—Loi*

nous consacrons tous nos efforts au développement des ressources des régions éloignées et du plateau continental sous-marin. Cela nous coûtera très cher, monsieur l'Orateur.

Il est stupéfiant d'entendre la société Dome Petroleum demander aux Japonais de contribuer 400 millions de dollars pour recevoir en échange le quart du pétrole qu'elle découvrira—si le gouvernement canadien veut bien approuver ce marché. Les Japonais sont en train de fabriquer l'un des plus gigantesques navires-citernes brise-glace au monde. Ce n'est pas pour aller chercher du pétrole au Vietnam, monsieur l'Orateur, c'est pour aller le chercher dans la mer de Beaufort. Dans le passé, les sociétés pétrolières ont accepté de courir des risques à condition que les contribuables paient le gros des coûts d'exploration, qu'on leur accorde des allègements fiscaux et des subventions et que le prix du pétrole soit fixé au cours que justifiait le marché. Comme le pétrole est abondant, que les compagnies veulent réaliser des bénéfices et qu'elles ont besoin de liquidités, elles s'attendent à exporter.

C'est un cercle vicieux, et cela épuise dangereusement le potentiel industriel et économique du Canada. Cette source d'énergie n'est pas sûre; elle coûte cher et comporte de grands risques. Nous l'avons bien vu lors de l'accident de la plateforme de Campeche dans le golfe du Mexique. Une plateforme de forage à la dérive et pendant des mois et des mois le pétrole jaillit dans la mer des Antilles. Et pourtant, nous voulons assumer des risques encore plus grands que ceux qui existaient là-bas.

Les représentants des compagnies pétrolières ont dit des choses intéressantes devant le comité qui étudiait le projet de loi C-48. Ils ont prétendu avoir installé dans le fond de l'océan Arctique un mécanisme grâce auquel ils n'auraient plus besoin de tours de forage. Et qu'advient-il s'il se détachait, monsieur l'Orateur? Pourrions-nous parvenir à enrayer l'écoulement? Les glaces ne nous en empêcheraient-elles pas? Nous prenons des risques avec l'un des moyens les plus chers et les plus dangereux pour extraire le pétrole. Nous y mettons tout notre argent sans songer à la sécurité d'approvisionnement que nous offrons d'autres formes d'économiser l'énergie.

La voie la plus intéressante est celle des combustibles non conventionnels. Ce soir le ministre a déclaré qu'il imposerait des normes dans une mesure législative, mais qu'il ne mettrait pas la deuxième partie en vigueur ou qu'il n'encouragerait pas les fabricants à s'occuper sérieusement d'améliorer le rendement des automobiles. Il a semblé plutôt espérer que leur conscience leur dicte la conduite à tenir.

Nous nous sommes engagés à appuyer les sociétés pétrolières étrangères comme Imperial Oil, Shell Oil, Texaco, Chevron et toute ces anciennes glorieuses dans le développement des sources de combustible non conventionnel. Nous les voyons entreprendre le développement de l'huile lourde du projet de Cold Lake et du projet Alsands. Nous les avons vues à l'œuvre avec Syncrude. C'est la répétition du cycle que nous connaissons depuis toujours quand le gouvernement abandonne ces initiatives aux multinationales comme principaux mandataires, tandis que nous nous chargeons des options les plus coûteuses, celles qui comportent le plus de risques et exigent le plus d'investissements. Nous ne parlons pas ici de petites entreprises ou d'exploitants de stations-service; nous parlons de sociétés qui sont complètement intégrées, depuis la distribution de